



**KPMG S.A.**  
**Economie Sociale et Solidaire**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# Association SOLTHIS

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018  
Association SOLTHIS  
6 rue Sadi Carnot - 93170 Bagnolet  
*Ce rapport contient 27 pages*  
Référence : EB/IF/SC/KD



**KPMG S.A.**  
**Economie Sociale et Solidaire**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Association SOLTHIS**

Siège social : 6 rue Sadi Carnot - 93170 Bagnolet

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'assemblée générale de l'Association SOLTHIS,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SOLTHIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites dans la note VI « Compte d'emploi annuel des ressources » de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- 

Paris La Défense, le 19 juin 2019

KPMG S.A.



Erik Boulois  
Associé

## Bilan et compte de résultat Association

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
<i>Immobilisations incorporelles:</i>						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels						
Droits et valeurs similaires						
Fonds commercial (1)						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
<i>Immobilisations corporelles:</i>						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
<i>Immobilisations financières (2):</i>						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	38 779		38 779	0,82	21 229	0,54
<b>TOTAL (I)</b>	<b>38 779</b>		<b>38 779</b>	<b>0,82</b>	<b>21 229</b>	<b>0,54</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
<i>Stocks et en cours:</i>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances clients et comptes rattachés					27 790	0,71
<i>Autres créances (3)</i>						
. Fournisseurs débiteurs	3 186		3 186	0,07	1 674	0,04
. Personnel	8 217		8 217	0,17		
. Organismes sociaux	4 128		4 128	0,09	1 156	0,03
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	1 746 312		1 746 312	37,05	803 562	20,52
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	2 834 652		2 834 652	80,14	2 989 931	76,36
Charges constatées d'avance	78 396		78 396	1,65	70 433	1,80
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 674 891</b>		<b>4 674 891</b>	<b>99,18</b>	<b>3 894 547</b>	<b>99,46</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>4 713 670</b>		<b>4 713 670</b>	<b>100,00</b>	<b>3 915 776</b>	<b>100,00</b>
(1) Dont droit au bail						

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
(2) Dont à moins d'un an (brut)						
(3) Dont à plus d'un an (brut)						

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:</b>				
<b>Fonds propres</b>				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation avec ou sans droit de reprise				
Réserves	628 084	13,32	381 121	9,73
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	170 846	3,82	246 963	6,31
<b>Autres fonds associatifs</b>				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation avec contreparties d'actifs immobilisés				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation avec ou sans droit de reprise				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
<b>TOTAL(I)</b>	<b>798 930</b>	<b>16,95</b>	<b>628 084</b>	<b>16,04</b>
<b>PROVISIONS ET FONDS DEDIES:</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques			18 332	0,47
Provisions pour charges				
<b>Fonds dédiés</b>				
. Sur subventions de fonctionnement			12 536	0,32
. Sur autres ressources				
<b>TOTAL(II)</b>			<b>30 869</b>	<b>0,79</b>
<b>Emprunts et dettes (1)</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	0	0,00	141	0,00
Emprunts et dettes financières diverses (3)				
. Divers	0	0,00	0	0,00
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	261 620	5,55	165 913	4,24
Dettes fiscales et sociales				
.Personnel	87 033	1,85	70 144	1,79
.Organismes sociaux	142 719	3,03	120 613	3,08
.Etat, impôts sur les bénéfices	514	0,01	4 417	0,11
.Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				
.Etat, obligations cautionnées				
.Autres impôts, taxes et assimilés	8 891	0,19		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	396 531	8,41	13 247	0,34
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	3 017 432	64,01	2 882 349	73,61
<b>TOTAL(III)</b>	<b>3 914 740</b>	<b>83,05</b>	<b>3 256 823</b>	<b>83,17</b>
Ecart de conversion passif (IV)				
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>4 713 670</b>	<b>100,00</b>	<b>3 915 776</b>	<b>100,00</b>

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an (2) Dont concours bancaires courants et soldes Crédoiteurs de banques (3) Dont emprunts participatifs				
<b><u>ENGAGEMENTS REÇUS</u></b>  Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre <b><u>ENGAGEMENTS DONNÉS</u></b>				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Ventes de marchandises									
Production vendue de biens									
Prestations de services									
	260 723		260 723	100,00	347 836	100,00	-87 113	-25,03	
<b>Montants nets produits d'expl.</b>	<b>260 723</b>		<b>260 723</b>	<b>100,00</b>	<b>347 836</b>	<b>100,00</b>	<b>-87 113</b>	<b>-25,03</b>	
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Cotisations									
Autres produits									
Reprise sur provisions, dépréciations									
Transfert de charges									
			7 648 369	N/S	6 069 326	N/S	1 579 043	26,02	
			274	0,11	70	0,02	204	291,43	
			98 482	37,77	43 745	12,58	54 737	125,13	
			12 546	4,81			12 546	N/S	
			17 406	6,58	20 248	5,82	-2 842	-14,03	
			<b>7 777 077</b>	<b>N/S</b>	<b>6 133 389</b>	<b>N/S</b>	<b>1 643 688</b>	<b>26,80</b>	
			<b>8 037 800</b>	<b>N/S</b>	<b>6 481 225</b>	<b>N/S</b>	<b>1 556 575</b>	<b>24,02</b>	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Exédent transféré (II)									
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
			3 368	1,29	5 927	1,70	-2 559	-43,17	
			3 704	1,42	216 939	62,37	-213 235	-98,28	
			<b>7 071</b>	<b>2,71</b>	<b>222 866</b>	<b>64,07</b>	<b>-215 795</b>	<b>-96,82</b>	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>									
Sur opérations de gestion									
Sur opérations en capital									
Reprises sur provisions et transferts de charges									
			11 224	4,30	34 779	10,00	-23 555	-67,72	
			3 051	1,17	5 196	1,49	-2 145	-41,27	
			18 332	7,03			18 332	N/S	
			<b>32 608</b>	<b>12,51</b>	<b>39 975</b>	<b>11,49</b>	<b>-7 367</b>	<b>-18,42</b>	
			<b>8 077 478</b>	<b>N/S</b>	<b>6 744 065</b>	<b>N/S</b>	<b>1 333 413</b>	<b>19,77</b>	
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs									
			12 536	4,81	415 499	119,45	-402 963	-96,97	
			<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>						
			<b>8 090 015</b>	<b>N/S</b>	<b>7 159 565</b>	<b>N/S</b>	<b>930 450</b>	<b>13,00</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Achats de marchandises									
Variations stocks de marchandises									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements									
			379 136	145,42	1 152 003	331,19	-772 867	-67,08	
			475 015	182,19	426 039	122,48	48 976	11,50	
			1 624 445	623,05	1 312 442	377,32	312 003	23,77	
			136 107	52,20	121 592	34,96	14 515	11,94	
			1 635 662	627,36	1 414 602	406,69	221 060	15,63	
			674 416	258,67	590 148	169,66	84 268	14,28	
			413 077	158,44	484 985	139,43	-71 908	-14,82	
			1 496 612	574,02	995 351	286,16	501 261	50,36	
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements									

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations .Sur actif circulant : dotation aux dépréciations .Pour risques et charges : dotation aux provisions Autres charges	26 085	10,00	23 619	6,79	2 466	10,44	
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>7 866 498</b>	N/S	<b>6 629 640</b>	N/S	<b>1 236 858</b>		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun Déficit transféré (II)							
<b>CHARGES FINANCIERES:</b> Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements	15 133	5,80	159 127	45,75	-143 994	-90,48	
<b>Total des charges financières (III)</b>	<b>15 133</b>	5,80	<b>159 127</b>	45,75	<b>-143 994</b>	-90,48	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	37 023	14,20	88 549	25,46	-51 526	-58,18	
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>	<b>37 023</b>	14,20	<b>106 881</b>	30,73	<b>-69 858</b>	-65,35	
Participation des salariés aux résultats (V)							
Impôts sur les sociétés (VI)	514	0,20	4 417	1,27	-3 903	-88,35	
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>7 919 168</b>	N/S	<b>6 900 066</b>	N/S	<b>1 019 102</b>	14,77	
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			12 536	3,60	-12 536	-100,00	
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>170 846</b>	65,53	<b>246 963</b>	71,00	<b>-76 117</b>	-30,81	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 090 015</b>	N/S	<b>7 159 565</b>	N/S	<b>930 450</b>	13,00	
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>							
<b>PRODUITS :</b> Bénévolat Prestations en nature Dons en nature							
<b>TOTAL</b>							
<b>CHARGES :</b> Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Prestations Personnel bénévole							
<b>TOTAL</b>							

## Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 4 713 670,43 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 170 846,40 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

## I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association Solthis est une association de santé mondiale à but non lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901. Créée en 2003, l'association est reconnue d'utilité publique.

Elle œuvre au renforcement des systèmes de santé pour améliorer l'accès à des soins de qualité dans les pays à ressources limitées et/ou auprès des populations vulnérables.

L'association a été historiquement financée par la Fondation Bettencourt-Schueller depuis sa création en 2003 jusqu'en 2016. Depuis 2009, Solthis a entamé la diversification de ses sources de financement et fait ainsi appel à des bailleurs institutionnels tels que l'AFD, le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Initiative 5%, Unitaïd, la Mairie de Paris...

En 2018 l'association est présente dans 6 pays d'intervention avec des équipes permanentes en Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire et Sierra Leone et est intervenue plus ponctuellement dans le cadre d'assistances techniques ou de partenariats dans les pays suivants : RDC, Madagascar, Gabon, République Centrafricaine, Burundi, Cameroun, Maroc, Liban, Tunisie, Egypte.

L'année 2018 a été marquée par la célébration des 15 ans de Solthis, le lancement du projet ATLAS et la montée en puissance de projets comme Empower, Pactes, Jades, OPP ERA. Plusieurs subventions arrivent à échéance en 2018 (FM en Guinée ; AFD Prison au Niger). Solthis renforce également sa présence comme un acteur sur le marché de l'assistance technique, avec la réalisation en 2018 de missions ponctuelles, par exemple au Niger et en RDC dans le cadre de missions d'audit de la file active, au Gabon avec un appui à l'élaboration de la demande de subvention pour le programme Tuberculose au FM, ou encore en République Centrafricaine dans le cadre d'un audit de la file active des personnes vivant avec le VIH suivies dans les formations sanitaires.

## II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

### a. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- image fidèle
- régularité et sincérité

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°99-01 du 16 février 1999.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Les constructions, installations et autres investissements faits pour le compte de nos partenaires ne sont pas comptabilisés à l'actif du bilan, mais sont constatés dans un compte de charge (dons d'exploitation) dans le compte de résultat ; dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'Association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **DISPONIBILITES**

Les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice. Elles sont valorisées au taux de clôture.

Les écarts de conversion à la clôture de l'exercice font l'objet d'une inscription aux comptes 656100 « Pertes de change Trésorerie » ou 756100 « Gains de change Trésorerie » dans le résultat d'exploitation.

### **SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT**

Les produits des subventions institutionnelles sont constatés à hauteur des charges engagées sur l'exercice. La différence entre les encaissements reçus et le montant des produits constatés est comptabilisée en subvention à recevoir.

Les périodes d'éligibilité mentionnées dans les contrats de financement institutionnels signés n'étant pas extensibles, l'association ne reconnaît à l'actif du bilan que les créances effectivement contractées au regard des dépenses engagées, par mesure de prudence.

La différence entre les encaissements reçus et les dépenses effectivement engagées est comptabilisée au passif du bilan en produits constatés d'avance

A la clôture, les ressources de l'exercice affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas encore été utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard sont affectées en fonds dédiés.

#### **b. Changements de méthode**

Néant

#### **c. Evènements postérieurs à la clôture**

Néant

## III. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

## a. Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>			
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	21 229		17 550
<b>TOTAL</b>	<b>21 229</b>		<b>17 550</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>21 229</b>		<b>17 550</b>

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>				
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			38 779	
<b>TOTAL</b>			<b>38 779</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>38 779</b>	

Au 31/12/2018, les dépôts et cautionnement sont principalement constitués des dépôts de garantie pour les locaux du siège (locaux de Bagnolet - locaux de l'association depuis octobre 2016) ainsi que pour des locaux terrains.

**Etat des amortissements**

Néant

## b. Etat des provisions

En euros

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	18 332		18 332	
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>18 332</b>		<b>18 332</b>	
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
<b>TOTAL Dépréciations</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 332</b>		<b>18 332</b>	
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles			18 332	

La provision constatée en 2017 concerne des produits à recevoir antérieurs à 2016, non soldés au 31/12/2017. Au 31/12/18, cette provision a été reprise car les produits à recevoir antérieurs à 2016 ont été soldés (concernaient des contrats terminés).

## c. Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	8 217	8 217	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	4 128	4 128	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 746 312	1 746 312	
Charges constatées d'avance	78 396	78 396	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 837 053</b>	<b>1 837 053</b>	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

d.

e.

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	0	0		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	261 620	261 620		
Personnel et comptes rattachés	87 033	87 033		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	142 719	142 719		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	514	514		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	8 891	8 891		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	396 531	396 531		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 017 432	3 017 432		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 914 740</b>	<b>3 914 740</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Compléments sur l'état des créances et dettes :

## Produits et avoirs à recevoir

Les produits à recevoir sont composés comme suit au 31/12/2018 :

Bailleur	Projet	Total
UNITAID	OPP ERA	1 121
EF-Initiative 5%	JADES	294
ANRS	OPP ERA	67
HCNLS - SR FM MALI	FM MALI	55
Union Européenne	PRISONS	47
EF-Initiative 5%	AT GAS MADAGASCAR	34
EF-Initiative 5%	AT FILE ACTIVE NE	24
NACP	EMPOWER	24
EF-Initiative 5%	AT GABON	19
ANRS	DIAVINA	15
CNLS - SR FM Guinée	FM GUINEE	11
FONDATION CARITAS	EMPOWER	2
<b>TOTAL</b>		<b>1 712</b>

## Charges à payer et avoirs à établir

En euros

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167 575
Dettes fiscales et sociales	92 163
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : )	
<b>TOTAL</b>	<b>259 738</b>

## Charges et produits constatés d'avance

En euros	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	78 396	3 017 432
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>78 396</b>	<b>3 017 432</b>

Les charges constatées d'avance concernent exclusivement des charges de fonctionnement : loyers des bureaux et logement des personnels expatriés, assurance, etc.

Les produits constatés d'avance sont composés comme suit au 31/12/2018 :

Bailleur	Projet	K€
UNITAID	ATLAS	2 658
AFD	EMPOWER	99
Mairie de paris	EMPOWER	65
CORDAID	AT FILE ACTIVE RDC	62
Mairie de paris	ACACIAS	33
AFD	PACTES	26
AMP	RIPOST	31
UNIV. DE BORDEAUX	TB SPEED	23
ANRS	HPV	7
ANRS	THINK THANK SANTE MONDIALE	1
<i>PCA BUROTICOM (Location copieurs siège)</i>		12
<b>TOTAL</b>		<b>3 017</b>

#### f. Tableau de suivi des fonds associatifs

(K€)

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droits de reprise				
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droits de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves	381	247		628
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	247	171	247	171
Fonds associatifs avec droits de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				

Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
<b>Total</b>	628	418	247	799

#### g. Tableaux de suivi de fonds dédiés

En K€

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds dédiés DIAVINA	12,5		12.5	0
<b>TOTAL</b>	<b>12,5</b>		<b>12.5</b>	<b>0</b>

En 2018, les fonds collectés en 2017 dédiés au projet DIAVINA ont été utilisés dans le cadre de ce projet.

### IV. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

#### a. Ventilation des subventions acquises par bailleur

Les produits des subventions comptabilisés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018 et ventilés par bailleur se décomposent comme suit :

Bailleur	Projet	K€
UNITAID	OPP ERA	3 969
UNITAID	ATLAS	779
EF-Initiative 5%	JADES	585
AFD	EMPOWER	340
AFD	PACTES	343
UNIV. DE BORDEAUX	TB SPEED	153
AFD	PRISONS	113
ANRS	OPP ERA	106
AMP	RIPOST	96
UNITAID	PPF ATLAS	95
NACP	EMPOWER	88
Mairie de paris	EMPOWER	65
HCNLS - SR FM	FM MALI	61
ANRS	DIAVINA	61
Mairie de paris	DIAVINA	47
Mairie de paris	ACACIAS	40
CNLS - SR FM Guinée	FM GUINEE	37
ANRS	THINK THANK SANTE MONDIALE	24
FONDATION CARITAS	EMPOWER	20
Fondation Blanc	EMPOWER	16

Mesnil		
FRIO - CSUD	MECENAT / LEVEE DE FONDS	9
ANRS	HPV	8
PNUD - SR FM	FM MALI	- 2
FONDS DE DOTATION SOLTHIS		595
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>		<b>7 649</b>

### b. Détail des autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont principalement constitués du chiffre d'affaire des assistances techniques réalisées (projets lucratifs – détails ci-dessous), des dons collectés (13K€ en 2018), des gains de change sur la trésorerie (comptabilisés en produits d'exploitation à compter de 2018 – 54K€ en 2018) et des autres produits divers de gestion (31K€ en 2018 – principalement remboursement de caution des anciens locaux du siège, et rachat d'un contrat de location de copieur du siège).

Bailleur	Projet	K€
CORDAID	AT FILE ACTIVE RDC	99
EF-Initiative 5%	AT FILE ACTIVE NE	68
EF-Initiative 5%	AT GAS MADAGASCAR	50
EF-Initiative 5%	AT GABON	26
EF-Initiative 5%	AT RCA	18
<b>TOTAL PRESTATIONS</b>		<b>261</b>

## V. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

### a. Engagements financiers

Néant

### b. Rémunérations des dirigeants

Les membres du conseil d'administration exercent bénévolement leurs fonctions.

### c. Évaluation des indemnités de fin de carrière non comptabilisées

Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées lors de leur versement.

Aucun contrat de travail ou autre ne prévoit d'indemnités de fin de carrière. Les dirigeants non titulaires d'un contrat de travail ont été exclus du calcul de l'engagement car ils ne sont pas bénéficiaires de ces indemnités.

Une évaluation de l'engagement a été effectuée selon la méthode « rétrospective des unités de crédit projetées » désignée par la norme IAS 19 en retenant notamment les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,57 %
- Revalorisation des salaires :
  - o CADRE : Profil 1%
  - o NON CADRE : Profil 1%
- Charges sociales patronales :
  - o CADRE : 40%
  - o NON CADRE : 50%
- Contribution employeur
  - o CADRE : 40%
  - o NON CADRE : 50%
- Droits conventionnels – Tables retenues :
  - o DEPART VOLONTAIRE :
    - CADRE : Animation
    - NON CADRE : Animation
  - o MISE A LA RETRAITE :
    - CADRE : Animation
    - NON CADRE : Animation
- Turnover :
  - o CADRE : Turn-over faible
  - o NON CADRE : Turn-over moyen
- Tables de mortalité retenues : INSEE 2018
- Ventilation des départs à la retraite - Taux retenus :
  - o Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié) : 100 %
  - o Mise à la retraite par l'employeur : 0 %
- Âge de départ en retraite ; 60 – 67 ans

Selon ces hypothèses, le montant de l'engagement au 31 décembre 2018 ressort à 118 759 euros. A la clôture au 31 décembre 2017, l'engagement s'élevait à 96 717 euros, d'où une variation de 22 042 euros.

### d. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2018 s'élèvent à 16 000€ HT.

### e. ETP

ETPT	31/12/2018	31/12/2017
Personnel Siège et Expatriés	43	38
Personnel local	50	70
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>108</b>

#### f. Situation fiscale

Ayant développé des activités lucratives (assistances techniques), la comptabilité de l'association est sectorisée en deux secteurs :

- Le secteur des activités sans but lucratif, non soumis aux impôts commerciaux et soumis à la taxe sur les salaires ;
- Le secteur des activités dites « lucratives » au sens de l'administration fiscale, soumis aux régimes des impôts commerciaux pour le volume d'activité annuel dépassant une franchise définie annuellement dans le projet de loi de finance

Détail du résultat fiscal 2018 :

Calcul du résultat secteur lucratif	K€
TOTAL PRODUITS	261
TOTAL CHARGES DIRECTES	216
MARGE SUR CHARGES DIRECTES	45
FGX	41
RESULTAT	3.4
IS 15%	0.5
RESULTAT NET	2.9

#### g. Valorisation des contributions volontaires

En 2018, l'association a bénéficié de l'appui de son groupe scientifique, composé de bénévoles – du fait du caractère ponctuel et ad hoc de ces interventions, celles-ci ne peuvent pas être valorisées de manière fiable.

#### h. Valorisation des opérations liées aux projets fonctionnant en « zero cash policy »

En 2018, les flux liés au projet fonctionnant en zero cash policy (contrat avec le FM – SR HCNLS sur le projet « Volet Gouvernemental FM/ VIH-SIDA » au Mali) représentent 86K€.

#### i. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice correspond aux ajustements effectués de tiers débiteurs / créditeurs sur les exercices antérieurs.

## VI. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

k€

EMPLOIS	Emplois de N = Cpte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N (3)	RESSOURCES	Ressources de N = Cpte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4)
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		-
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	<b>7 318</b>	<b>13</b>	<b>1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC</b>	<b>13</b>	<b>13</b>
1.1. Réalisées en France	49	-	1.1. Dons et legs collectés	13	13
Renforcement des systèmes de santé			Dons manuels non affectés	13	13
Recherche opérationnelle	-		Dons manuels affectés		
Plaidoyer	49		Legs et autres libéralités non affectés		
1.2. Réalisées à l'étranger	7 269	13	Legs et autres libéralités affectés		
Renforcement des systèmes de santé	4 984		1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
Ressources humaines en Santé	52				
Services de santé	571				
Laboratoire/ Plateaux Techniques	3 123				
Produits de santé et système pharmaceutique	188				
Système d'information sanitaire	243				
Leadership & gouvernance en Santé	162				
Financement de la santé	79				
Secteur Communautaire	566				
Recherche opérationnelle	135	1			
Plaidoyer	203				
Frais généraux	341		<b>2 - AUTRES FONDS PRIVÉS</b>	<b>595</b>	
Transport	82	4			
Coordination & Pilotage	1 314	7	<b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	<b>7 055</b>	
Conférences	52				
Communication Support aux opérations	158		<b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>386</b>	
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>248</b>		Prestations de services	261	
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>353</b>		Cotisations	0	
			Autres produits	125	
<b>I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>7 919</b>		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>8 048</b>	
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	-		<b>II - REPRISES DE PROVISIONS</b>	<b>30</b>	
<b>III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>	-		<b>III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>13</b>	
			<b>IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC</b>		<b>13</b>
<b>IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>171</b>		<b>V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	<b>8 090</b>		<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	<b>8 090</b>	<b>25</b>
<b>VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>13</b>	<b>VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>13</b>
			<b>Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice</b>		<b>13</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>-</b>		<b>Total</b>	<b>-</b>	

## a. Règles et méthodes comptables

Le compte d'emploi annuel des ressources (CER) arrêté au 31 décembre 2016 est établi en application de la loi du 7 août 1991, conformément aux modalités prévues par le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 et en application des dispositions de l'article 8 de l'ordonnance du 28 juillet 2005. Il est élaboré et présenté suivant les modalités prévues par le règlement n° 2008-12 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.) applicable aux comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2009.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### *Définition des missions sociales*

Les missions sociales présentées dans la colonne « emplois » du CER correspondent aux trois axes opérationnels de Solthis :

1 – Renforcement des systèmes de santé, décliné en 8 activités :

- Ressources humaines en Santé
- Services de santé
- Laboratoire/ Plateaux Techniques
- Produits de santé et système pharmaceutique
- Système d'information sanitaire
- Leadership & gouvernance en Santé
- Financement de la santé
- Secteur Communautaire

2 – Recherche opérationnelle

3 – Plaidoyer

Accompagnés de 4 axes permettant la mise en œuvre des missions sur le terrain :

4 – Frais généraux

5 – Transport

6 – Coordination & Pilotage

7 – Conférence / Communication

### *Méthode d'élaboration du CER*

Le CER comporte quatre colonnes sans comparatif avec l'exercice antérieur. Les colonnes 1 et 2 du tableau intègrent la totalité des ressources et des emplois en adéquation avec les charges et produits du compte de résultat, selon des modalités analytiques qui lui sont propres.

Les colonnes 3 et 4 du tableau présentent notamment :

- l'affectation par emploi des seules ressources collectées auprès du public (colonne 3) ;
- le suivi des ressources collectées non affectées et non utilisées des campagnes antérieures (colonne 4).

La ventilation des dépenses de l'association dans les rubriques d'emplois du CER se fait grâce à l'usage d'une comptabilité analytique. Le plan analytique est constitué de 4 axes : projets, bailleur de fonds, code interne (correspondant aux rubriques du CER des missions sociales présentées ci-dessus), et ligne de financement bailleur.

Chaque opération fait l'objet d'une affectation analytique. A partir de la balance analytique, les charges sont affectées à une rubrique du CER selon les règles d'affectation suivantes :

- Coûts directs : directement affectables à un projet donné, ils sont affectés à 100% à la rubrique d'emploi du CER correspondante (exemple : coût d'une formation, coût d'un chef de projet dédié, etc.)
- Coûts indirects : principalement liés aux coûts RH, ceux-ci font l'objet d'une répartition basée sur le temps consacré à chaque activité / chaque projet. Les coûts RH des missions sont entièrement affectés aux missions sociales, tandis que les RH siège sont ventilées entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement.

## b. Compléments d'information relatifs aux emplois

### *Frais de recherche de fonds*

Les frais de recherche de fonds correspondent aux dépenses engagées dans le cadre des activités de recherche de fonds publics (réponses aux appels à projets, relations bailleurs, etc.) et privés.

### *Frais de fonctionnement*

Les frais de fonctionnement correspondent principalement au coût du siège de l'association, situé à Bagnolet, et à celui de la direction financière et administrative, de la direction des ressources humaines et de la direction générale. Le siège supervise les activités opérationnelles des équipes terrain et permet d'assurer le lien avec nos partenaires académiques, institutionnels et associatifs.

*Coûts de fonctionnement -  
en euros*

Ressources humaines	189
Autres coûts de structures (loyers, équipements, honoraires, etc.)	164
<b>Total</b>	<b>353</b>

## c. Compléments d'information relatifs aux ressources

### *Dons manuels*

Sur l'exercice 2018, 13K€ de dons non affectés ont été collectés. 12.5K€ de dons collectés au cours de l'exercice 2017, affectés au projet Diavina, ont été intégralement utilisés sur ce projet en 2018.

### *Autres fonds privés*

Les autres fonds privés sont relatifs aux subventions versées par le fonds de dotation Solthis à l'association en 2018. Ce fonds a été constitué en 2016, doté par une subvention de la Fondation Bettencourt Schueller d'un montant de 1 550K€.

### *Subventions et autres concours publics*

Les subventions représentent 87% des ressources totales de l'association inscrites au compte de résultat et sont obtenues auprès de 14 partenaires.

### *Prestation de services*

Les prestations représentent 3% des ressources totales de l'association et correspondent à des assistances techniques réalisées par Solthis, dans le cadre de 5 projets en 2018.

### *Autres produits*

Les autres produits sont composés comme suit :

	<i>en K€</i>
Produits financiers & Gains de change	61
Produits divers de gestion courante	31
Produits exceptionnels / sur exercices antérieurs	14
Autres produits	17
<b>Total</b>	<b>124</b>